



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,  
des Affaires Juridique et de l'Inspection  
Contrôle

Affaire suivie par :

Courriel :

Réf. :

[REDACTED]



Monsieur [REDACTED]  
Directeur  
EHPAD RESIDENCE SAMDO POMAREDE  
RUE DE LA MATERNITE  
30110 LES SALLES DU GARDON

Date : Mercredi 20 septembre 2023

**Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception**

**Objet :** Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire  
Notification de décision définitive

**PJ :** Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

**V/Réf :** Votre courrier du 20/07/2023 reçu le 20/07/2023 par mail

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 26 juin 2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives et le tableau des remarques, ci-joints, précisent la prescription retenue et la recommandation maintenue avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Prévention, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

**Didier JAFFRE**

**Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle**  
**Pôle Régional Inspection Contrôle**

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives  
Tableau des remarques et des recommandations retenues  
Contrôle sur pièces de l'EHPAD « SAMDO POMAREDE » (SALLES DU GARDON)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

**Tableau définitif de synthèse des mesures correctives**

<b>Ecart</b>	<b>Référence réglementaire</b>	<b>Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription-)</b>	<b>Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire</b>	<b>Réponse de l'établissement</b>	<b>Décision du Directeur Général de l'ARS</b>
<b>Ecart 1</b> : La composition du CVS contrevient à l'article D311-4 du CAF : la représentation des résidents/familles doit correspondre à, au moins, la moitié du nombre total des membres du CVS.	Décret 2022-688 du 25 avril 2022 avec mise en œuvre au 1er janvier 2023 <u>Formes de participation</u> : Art. L311-6 du CASF <u>Composition</u> : Art. D311-4 du CASF Art. D311-5-I du CASF	<b>Prescription 1</b> : Mettre en conformité la composition du CVS selon D311-5-I CASF.	<b>3 mois</b>	[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]	Levée de la prescription n°1



**Tableau des remarques et des recommandations retenues**

Remarque	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandations retenues par le Directeur Général de l'ARS
<b>Remarque 1 :</b> L'organigramme n'est pas daté.	Art. D.312-155-0, II du CASF Art. L. 312-1, II, alinéa 4 du CASF	<b>Recommandation 1 :</b> Transmettre un organigramme daté	A effet immédiat	[REDACTED]	<b>Levée de la recommandation n°1</b> 01/12/2022
<b>Remarque 2 :</b> L'IDEC n'a pas de formation spécifique d'encadrement .celle-ci est en cours d'acquisition.	HAS « Plan personnalisé de coordination en santé », 2019	<b>Recommandation 2 :</b> Finaliser la formation d'encadrement de l'IDEC et transmettre attestation de formation à l'ARS.	6 mois	[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]	<b>Levée de la recommandation n°2</b>  Transmettre à l'ARS l'attestation diplôme après obtention.



<b>Remarque 5 :</b> Il n'existe pas de programme dédié à la prévention bucco-dentaire.		<b>Recommandation 5 :</b> Engager une réflexion pluridisciplinaire pour formaliser des actions dédiées, la prévention en santé buccodentaire chez la personne âgée constituant un enjeu majeur de santé publique.	Effectivité 2023	<div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div>	<b>Levée de la recommandation n°5</b>
--	--	--	------------------	---	---------------------------------------